



CHAPITRE 145

Loi du repos hebdomadaire

Décret.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que toutes personnes qui, comme propriétaires, locataires ou occupants, tiennent, opèrent ou gèrent un hôtel, un restaurant ou un club, sont tenues d'accorder à leurs employés un jour de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives. S. R. 1941, c. 166, a. 2.

Règle-
ments.

2. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour donner effet à la présente loi et déterminer à quels établissements elle s'applique, quelles personnes peuvent en bénéficier et de quelle manière elle est applicable. S. R. 1941, c. 166, a. 3.

Publica-
tion.

3. Avis doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* de la mise en vigueur des dispositions ci-dessus, et, à compter de la date de la publication de tel avis, les intéressés sont tenus de s'y conformer. S. R. 1941, c. 166, a. 4.

Contra-
ventions.

4. Toute personne qui enfreint les dispositions de la présente loi ou les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. 1941, c. 166, a. 5.

Pour-
suites.

5. Les poursuites en vertu de la présente loi ou des règlements sont intentées par l'un des inspecteurs, devant un juge des sessions dans la ville de Montréal et la cité de Québec, et devant le juge de

CHAPTER 145

Weekly Day of Rest Act

Decree.

1. The Lieutenant-Governor in Council may order that every person who keeps, directs, runs or manages a hotel, restaurant or club as owner, tenant or occupant, shall be bound to give his employees one day of rest, of twenty-four consecutive hours, in each week. R. S. 1941, c. 166, s. 2.

Regula-
tions.

2. The Lieutenant-Governor in Council may also make regulations for carrying out this act, and determine to what establishments it shall apply, what persons may benefit by it and in what manner it shall apply. R. S. 1941, c. 166, s. 3.

Publica-
tion.

3. Notice shall be given in the *Quebec Official Gazette* of the coming into force of the above provisions, and from and after the date of the said notice, all persons interested must comply with the same. R. S. 1941, c. 166, s. 4.

Offence.

4. Any person infringing the provisions of this act or of any regulation which may be made by the Lieutenant-Governor in Council, shall be liable to a fine of not more than fifty dollars and costs, and, in default of payment, to imprisonment for not more than one month. R. S. 1941, c. 166, s. 5.

Prosecu-
tions.

5. Every prosecution under this act or the regulations made thereunder shall be taken by one of the inspectors before a judge of the sessions in the city of Montreal or Quebec, or before the district judge or

- district ou devant tout juge de paix de l'endroit où l'infraction a été commise. any justice of the peace of the place where the offence was committed.
- Garantie des frais. Ces poursuites peuvent être aussi intentées par toute autre personne pourvu que le poursuivant dépose, au préalable, entre les mains de la personne qui émet les sommations, la somme de vingt dollars pour garantir le paiement des frais résultant de la poursuite. S. R. 1941, c. 166, a. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20. Such prosecution may also be taken by any other person, provided the prosecutor deposits beforehand with the person issuing the summons, the sum of twenty dollars as security for the costs of the prosecution. R. S. 1941, c. 166, s. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20. ^{Security for costs.}
- Procédure. 6. La procédure suivie est celle prescrite par la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 166, a. 7. 6. The procedure to be followed shall be that prescribed by the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 166, s. 7. ^{Procedure.}
- Inspecteurs. 7. Tout inspecteur des établissements industriels est autorisé à entrer à toute heure dans les établissements visés par la présente loi pour s'enquérir de la manière dont elle est appliquée. S. R. 1941, c. 166, a. 8. 7. Any inspector of industrial establishments is authorized to enter, at any hour, any of the buildings referred to in this act, for the purpose of ascertaining how it is observed. R. S. 1941, c. 166, s. 8. ^{Inspector.}